

États africains en déliquescence et Big Tech : une nouvelle guerre de souveraineté

Dadou MOANO, Représentant pays IARS - République Démocratique du Congo

En 2025, l'Afrique, continent aux ressources naturelles abondantes et à la démographie dynamique peine à transformer son potentiel en puissance politique et économique. À l'inverse, les géants technologiques américains de la « Big Tech » (Google/Alphabet, Apple, Meta, Amazon, Microsoft) concentrent à eux seuls une puissance financière, technologique et politique sans précédent. Ce déséquilibre n'est plus seulement économique : il est devenu géostratégique. Dans un contexte où certains États africains s'effondrent ou se fragilisent, les plateformes numériques ne sont plus de simples entreprises. Elles sont des acteurs souverains, capables de peser sur la stabilité politique, la régulation monétaire, l'accès à l'information et même la sécurité nationale. En sept point nous tentons de faire le point sur cette nouvelle confrontation des souverainetés :

1. Des États africains éclatés face à des entreprises plus riches que des continents.

Les cinq plus grandes économies africaines Égypte, Nigeria, Afrique du Sud, Algérie et Maroc totalisent un PIB combiné d'environ 1 300 milliards de dollars en 2025. À titre de comparaison, Apple ou Microsoft valent chacun plus de 3 000 milliards de dollars en capitalisation boursière. Autrement dit, une seule entreprise technologique américaine vaut plus que l'ensemble des cinq premières économies africaines réunies. Ce n'est pas une simple métaphore comptable. Cette disproportion traduit une asymétrie de pouvoir réelle : la Big Tech dispose de budgets d'investissement supérieurs aux budgets nationaux africains, de réseaux diplomatiques informels et d'une capacité à imposer ses normes sans jamais passer par des processus démocratiques.

2. Quand les « Big Tech » deviennent des États parallèles ou des proto États.

En Afrique, Meta compte plus d'utilisateurs que n'importe quel État. WhatsApp est le véritable système de communication national. Google est le ministère de l'Information. Android est le système d'exploitation dominant. AWS, Azure et Google Cloud hébergent les données des banques, des ministères, des universités, voire des armées. Dans plusieurs pays en crise : Soudan, Mali, Burkina Faso, RDC les services publics numériques ont basculé sur des infrastructures privées américaines. Quand un État central vacille, la continuité numérique est assurée non pas par l'État, mais par des plateformes privées. Celles-ci peuvent, à tout moment,

suspendre un service, verrouiller un compte ou modifier un algorithme avec des conséquences politiques directes.

3. **La déliquescence étatique comme terreau de la domination technologique.** La faillite de l'État africain n'est plus seulement institutionnelle : elle est numérique. Les guerres civiles, les coups d'État, la corruption et la déflation démocratique empêchent toute régulation coordonnée. Résultat : la Big Tech négocie avec des États affaiblis, souvent réduits à des intermédiaires fiscaux ou politiques. Les plateformes imposent leurs conditions : peu ou pas de taxes, aucune obligation de localisation des données, accès privilégié aux marchés publics. Pire : dans les zones de conflit, les plateformes sont devenues des acteurs de guerre. Meta a été utilisé pour inciter à la violence au Myanmar, en Éthiopie, au Soudan. En Afrique centrale, des groupes armés utilisent WhatsApp pour coordonner des attaques. Faute de régulation locale, la Big Tech devient l'arbitre silencieux de la paix civile.
4. **Souveraineté monétaire : quand Meta veut remplacer les banques centrales.** En 2019, Meta a tenté de lancer Libra, une monnaie numérique mondiale. Objectif : permettre à ses trois milliards d'utilisateurs dont des centaines de millions en Afrique d'échanger de la valeur sans passer par une banque centrale. Le projet a été abandonné sous la pression réglementaire, mais l'intention est claire : la Big Tech ne veut pas seulement gérer vos données, il veut gérer votre monnaie. Dans des pays où moins de 30 % de la population a accès à un compte bancaire, une telle initiative aurait été une révolution monétaire sans l'État. Imaginez : une économie entière qui bascule dans une monnaie privée, hors de tout contrôle national. C'est la fin de la souveraineté monétaire par substitution.
5. **Afrique : un continent de données sans souveraineté.** Les données africaines : santé, éducation, transactions, géolocalisation sont stockées dans des data centers en Irlande, en Virginie ou à Singapour. Aucune majorité africaine n'exige leur localisation. Pire : les gouvernements eux-mêmes externalisent leurs services sur le cloud américain, faute de compétences ou de ressources. Résultat : l'Afrique ne produit pas de tech, elle produit des utilisateurs. Elle ne vend pas des logiciels, elle vend des yeux, des clics, des comportements. La valeur créée par les utilisateurs africains est captée à 90 % par des actionnaires américains. Le continent est devenu une colonie numérique sans canon, sans drapeau, mais avec des conditions générales.
6. **Starlink, Internet « humanitaire » et la nouvelle frontière aérienne.** La dernière évolution en date est spatiale. Le réseau Starlink de SpaceX déploie, au-dessus de l'Afrique, une constellation de satellites censés combler le « digital divide ». Dans les zones de conflit ou de censure comme l'Iran en 2022 ou le Soudan en 2024 des kits Starlink sont distribués gratuitement ou à prix réduit, permettant l'accès à Internet alors que les infrastructures

terrestres sont coupées ou contrôlées. Cela fait du fournisseur américain le seul opérateur viable dans des territoires où l'État est absent ou répressif. Pour les populations, c'est une bouée de sauvetage ; pour les Big Tech, c'est une porte d'entrée supplémentaire : qui contrôle le dernier mile satellite contrôle aussi les données, la voix et l'argent de demain. Jamais une entreprise privée n'avait disposé d'une telle prééminence sur l'espace aérien d'un continent.

Et maintenant ? Vers une résilience numérique africaine ? Face à cette domination, l'Afrique n'a plus le choix : elle doit construire sa souveraineté numérique ou disparaître en tant qu'acteur géopolitique. Voici quelques pistes d'action :

Cloud souverain régional : le Kenya, le Rwanda, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont lancé des projets de data centers locaux. Il faut les mutualiser à l'échelle continentale.

Régulation coordonnée : l'Union africaine doit imposer des taxes numériques communes, des obligations de localisation des données et des standards de transparence algorithmique.

Tech africaine : il faut financer des alternatives locales – messageries, moteurs de recherche, plateformes de paiement, OS mobiles. Cela passe par des fonds souverains technologiques et des commandes publiques massives.

Démocratie renforcée : un État faible ne peut pas être souverain. La souveraineté numérique commence par la souveraineté politique. Sans institutions stables, pas de régulation possible.

L'heure du choix

La Big Tech n'est pas un ennemi. Il est un acteur d'un système global qui profite à certains et écrase d'autres. Mais l'Afrique ne peut plus être un simple marché. Elle doit devenir un acteur normatif, un producteur de technologie, un décideur. Sinon, elle sera administrée par des algorithmes conçus ailleurs, pour d'autres intérêts, avec d'autres valeurs.

La bataille pour l'Afrique ne se fera pas avec des armes. Elle se joue dans les data centers, les clouds, les satellites, les algorithmes, les monnaies numériques. Et elle a déjà commencé...

Les analyses publiées ici sont personnelles et n'engagent que leur auteur.